

Association des Maires Ruraux de France

Des maires au service des maires

[Rejoignez-nous](#)

Net-Infos



La lettre Internet des maires ruraux du Lot et Garonne

mars 2015

DEPARTEMENT

26.01.2015 Rencontre avec Madame Lebranchu

Guy Clua, président de l'AMR47 a participé le 26 janvier 2015 à une rencontre avec Madame la Ministre de la Décentralisation et de la Fonction Publique à Bordeaux. Etaient également représentées par leurs présidents l'AMR40 (Philippe Dubourg) et l'AMR33 (Daniel Barbe) et les différents présidents de Conseils Généraux, vice-président du Conseil Régional et représentants d'associations d'élus.

Guy a eu la possibilité de s'entretenir directement avec Madame la Ministre. Différents points furent abordés :

A propos de la DGF, Madame Lebranchu explique qu'il ne faut pas attendre d'égalisation par le haut. Pour le gouvernement les grandes villes et métropoles ont des investissements (CHU, Fac) qui nécessitent une DGF plus haute. Par contre, la nouvelle DGF qui pourrait voir le jour, dépendrait de la démographie des départements, de la préservation des espaces agricoles et de protection de l'environnement via Natura 2000 notamment. Elle est cependant consciente que nos communes rurales ont besoin d'une DGF plus importante aux vues des demandes des administrés et des entreprises par exemple : le très haut débit. (Native d'une zone rurale elle sait qu'il faut orienter les aides de l'état vers ce secteur).

Concernant le seuil des 20 000 habitants pour les EPCI, elle a précisé qu'il ne serait pas imposé par le législateur et serait variable en fonction de la démographie et des ressources du département concerné. 2 sénatrices de notre région, également présentes, ont confirmé qu'elles défendraient cette position à Paris.

Afin de poursuivre ce travail, l'AMRF a été informée de la mise en place d'une Instance de Dialogue National des Territoire (IDNT) à l'initiative de Madame Lebranchu et Monsieur Vallini, secrétaire d'Etat à la Réforme Territoriale. Cette instance regroupe 10 associations d'élus dont l'AMRF (ACUF / ADCT / ADF / AMF / AMGCF / AMRF / ANEM / APVF/ ARF / Villes de France).

Cette structure, souple, doit permettre d'évoquer et d'organiser des travaux communs sur les sujets partagés entre le Gouvernement et les Collectivités Territoriales. Deux groupes de travail ont été créés : un préfigurant l'observatoire de la gestion publique locale prévu dans le projet de loi de Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe). Le

second pour évoquer la compétence de gestion des milieux aquatiques et de préventions des inondations.

L'objectif est :

- d'examiner l'impact des nouvelles dispositions concernant les collectivités locales
- passer en revue les normes applicables aux collectivités territoriales, afin d'aboutir à des mesures concrètes d'allègements des normes existantes
- **Reformer la dotation générale de fonctionnement (DGF) afin de renforcer l'équité et la solidarité entre territoires**
- Mettre en place les modalités d'application du plan d'investissement locale de 315Md€ (Plan Juncker).

LA FORCE DE LA RURALITE

BEAUVILLE : 598 habitants, une dynamique rurale

BEAUVILLE : 11 conseillers, 3 adjoints, madame le maire, élue depuis 2001.

23 km², à 30 minutes d'Agen, à 35 minutes de Villeneuve sur Lot.

Dans le village : un café, une alimentation générale, un restau, une boulangerie, une pharmacie, un coiffeur, un garage, un médecin, une dizaine d'artisans et d'associations (dont deux d'aides et de soins à domicile) un office de tourisme, se font écho... L'été s'anime chaque vendredi soir en juillet et en août d'un marché fermier, où l'on vient festoyer et manger et d'une grande brocante de notoriété départementale au mois d'août.



En 2014, La Poste a déserté la commune mais la mairie ouvre une Agence Postale dans ses locaux, profitant de l'occasion pour réaliser l'accès handicapé. La mairie a du recruter deux emplois aidés dont les missions se répartissent, désormais, sur l'accueil postal, la cantine et l'animation des Temps d'Activités Périscolaires. Cette agence postale profite du lieu de sociabilité de la mairie.

« La rénovation de l'école était la priorité de notre mandat en 2001. La privilégier, la soutenir, la développer c'est garder la commune de Beauville vivante » disent Corinne Merle, Olivier Damaisin et Annie Reihmerr, respectivement adjoints et maire de Beauville.

Aujourd'hui, une école maternelle, une école primaire, un Centre de Loisirs et un Accueil Périscolaire et une crèche intercommunale viennent se nicher contre la cantine. Tout s'imbrique et tout se soutient. Tout est flambant neuf ou presque.

Au fil des évènements, le conseil municipal de Beauville, uni, tient le cap : les anciens locaux des écoles sont vétustes ? On rénove et on agrandit : aujourd'hui 3 classes, 2 sont équipées de tableaux numériques, 70 élèves. La cantine n'est plus aux normes ? On



construit une nouvelle cantine : l'agente communale prépare à présent 60 repas par jour. La réforme des rythmes scolaires se met en place ? Beauville y adhère dès septembre 2013 et crée un accueil périscolaire de 15h45 à 17h45. La commune ouvre un Centre de Loisirs pour les mercredis midi/après-midi et les vacances en partenariat avec l'Association Leo Lagrange. Le bâtiment qui accueille le Centre de Loisirs sera restauré cette année.

La Communauté de Communes Porte d'Aquitaine veut ouvrir une crèche ? On propose qu'elle vienne s'adosser à la cantine de Beauville. Les deux projets furent réalisés simultanément. Aujourd'hui la crèche bénéficie de 20 agréments d'enfants

Ainsi depuis 2001 les projets et les constructions s'enchainent, bénéficiant de financements européens, d'états, parlementaires, départementaux, CAF, MSA, ADEME et municipaux. Grâce à ces initiatives, il n'y a pas eu d'augmentation d'impôts depuis cette date.

Le travail accompli pour fortifier la commune de Beauville et maintenir sa population porte ces fruits : le nombre d'élèves de l'école est stable.

En 1980, Habitalys construit 28 logements locatifs à Beauville. Actuellement Beauville compte, en plus, 50 logements en location dont une majeure partie par des particuliers. La création et le dynamisme de l'ensemble scolaire est constitutif de ce développement.

L'école est le poumon de la commune. La privilégier, la conforter c'est développer la population et la vie de la commune.

La commune est rurale et vivante.

Il fait bon vivre à Beauville.

Pour activer les liens hypertexte présents dans ce net-info vous devez appuyer sur la touche Control (Ctrl) et cliquer sur le lien en maintenant la touche Ctrl appuyée.

NATIONAL

REFORME DGF

DEBUT DE LA DISCUSSION : INTERPELLEZ VOS PARLEMENTAIRES

Le Premier ministre a annoncé une réforme en 2016 des mécanismes de dotations aux collectivités, dans le cadre de laquelle le CFL et une mission parlementaire ont été chargés de faire des propositions. L'AMRF vous invite à sensibiliser vos parlementaires afin de faire prospérer les exigences des Maires ruraux dans ce changement. Elle sera reçue courant mars par les protagonistes du dossier.

+ lien téléchargement

Rythmes

TRANSMETTEZ VOS PEDT VALIDÉS A L'AMRF

Il existe une banque de ressources en ligne pour aider les maires à élaborer un Projet Éducatif. Envoyez nous votre PEDT validé (à l'adresse catherine.leone@amrf.fr). Nous le transmettrons pour qu'il puisse aider d'autres communes qui souhaiteraient rédiger le leur pour la rentrée prochaine. Pour rappel, le PEDT est obligatoire pour obtenir les 50 premiers € du fonds d'aide aux communes obtenu par l'AMRF.

- Téléchargement : [Présentation du dispositif d'accompagnement](#)
- Site internet PEDT du ministère : <http://pedt.education.gouv>

La chasse aux normes inutiles est ouverte !

APPEL A TMOIGNAGES

Plusieurs élus de l'AMRF siègent désormais au Conseil National à l'Évaluation des Normes (CNEN). Ils lancent un appel à leur signaler toute norme qui semble inutile ou inadaptée au contexte rural que nous vivons.

- Ecrire à normes@amrf.fr

Education

ECOLE ET VALEURS DE LA REPUBLIQUE :

LES MAIRES RURAUX IMPLIQUES

Le Ministère de l'Éducation nationale a lancé une « Grande mobilisation de l'École pour les valeurs de la République », suite aux attentats ayant touché la France en ce début d'année. Le président de l'AMRF Vanik Berberian a fait remonter les contributions reçues du réseau de l'AMRF, sollicité en amont sur des suggestions de pistes d'actions.

Internet citoyen

REMISE DES PREMIERS LABELS "VILLAGES INTERNET"

Bravo aux 38 maires ruraux qui ont été primés cette année pour la toute première promotion de ce label, créé l'an dernier sur proposition de l'AMRF (sur un total de 180 labels distribués par l'association Villes Internet). A noter que deux communes atteignent directement la deuxième marche de ce podium avec 4 arobas (sur un maximum de 5). Parmi celles-ci, la commune du président de l'AMR70 Jean-Paul Carteret qui multiplie les [initiatives "connectées" \(voir sa fiche sur le site de Villes Internet\)](#).

La prochaine édition du label "Territoires, villes et villages" débutera dès le 20 mars 2015. La clôture des candidatures aura lieu le 23 septembre - pour une remise des labels début 2016.

- [Palmarès 2015](#) des labels « Territoires, Villes et villages » Internet
- ["Cités en réseaux"](#), publication annuelle de l'association Villes internet : édition 2015

Semaine de la langue française et de la Francophonie

LA PROGRAMMATION DANS LES COMMUNES RURALES

Ce sont 26 communes labellisées « *Lectures Communes* » qui participeront activement à la *Semaine de la langue française et de la Francophonie*. 10 d'entre elles ont obtenu le label « Village Partenaire » de la Semaine en mettant à l'honneur 10 mots illustrant la capacité d'accueil de la langue française à des mots originaires d'autres langues.

Elles proposent des événements variés comme :

- Activités de création et d'écoute de poèmes avec l'école primaire (Guillaumes, 06)
- Atelier d'écriture de scénario autour des 10 mots avec l'aide d'un écrivain pour enfants dans le cadre des TAP (Saint-Pabu, 29)
- Chasse au trésor des 10 mots sur le territoire de la commune pour en découvrir ses sites architecturaux et de loisirs (Blasimon, 33)
- Conférence de Madame Béatrice Quillerou, professeur de Lettres Modernes sur "Les poètes de la Résistance - L'engagement des poètes français dans la Seconde Guerre Mondiale". (Capdenac-le-Haut, 46)

Retrouvez les autres événements sur <http://www.lectures-communes.fr/>
N'oubliez pas que Lectures Communes dure toute l'année et que vous pouvez vous aussi [inscrire](#) dans cette opération vos événements sur la lecture et le livre !

Ils nous répondent

RYTHMES : LE SENAT MAINTIENT LA PRESSION

La sénatrice d'Ille-et-Vilaine Françoise Gatel nous informe avoir cosigné un amendement visant à supprimer la condition de PEDT pour un accès des communes au fonds d'amorçage, dans le même esprit que la position de l'AMRF. Signalant que cet amendement n'a pas été adopté, elle se réjouit néanmoins que le Sénat ait voté la transformation du fonds d'amorçage en un fonds de soutien pérenne.

[courrier à télécharger](#)

TCFE – REVOIR LE SEUIL DES 2000 HABITANTS

Le sénateur du Doubs Jean-François Longeot souhaite faire évoluer la législation sur la taxe sur la consommation finale d'électricité pour ne pas priver les communes de moins de 2000 habitants du produit, total ou partiel, de cette recette.

Simplification

CONTRIBUTION DES MAIRES RURAUX PAR INTERNET

Les maires ruraux sont invités à apporter leurs idées dans l'atelier Mission sur l'innovation territoriale du site Internet "[Faire Simple](#)" mis en place par le secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP). L'objet est notamment de recueillir des exemples de projets et d'initiatives éclairants quant aux freins et leviers de l'innovation territoriale. Pour participer :

1. Inscrivez-vous sur *Faire Simple* en suivant ce lien : [Compte utilisateur](#)
2. Une fois inscrit, rejoignez l'atelier en suivant ce lien : [Mission sur l'innovation territoriale – Akim Oural](#).

AGENDA PARLEMENTAIRE

SÉNAT

4/3 - Conclusions de la commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes

12/3 - Suite de la proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales

19/3 - Conclusions de la commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat ou nouvelle lecture

ASSEMBLÉE NATIONALE

Jusqu'au 5/3 - Suite de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, après engagement de la procédure accélérée, portant nouvelle organisation territoriale de la République

10/3 - Explications de vote et vote par scrutin public sur le projet de loi, adopté par le Sénat, après engagement de la procédure accélérée, portant nouvelle organisation territoriale de la République

12/3 - Discussion de la proposition de loi visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire

19/3 - Discussion, en nouvelle lecture ou sur le texte de la commission mixte paritaire, de la proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat

AGENDA AMRF

- 6/3 – comité interministériel l'égalité et à la citoyenneté suite aux attentats de janvier
- 10/3 et 11/3 - Salon européen de l'accessibilité et de la conception universelle (Paris)
- 10/3 – Bureau national de l'AMRF
- 12/03 - 4e édition des Etats Généraux des Réseaux d'initiative publique (Deauville - 14) 14/03 au 22/03 - Semaine de la langue française et de la francophonie
- 13/3 – Comité interministériel à l'égalité des territoires (suite des Assises des ruralités)
- 19/3 – audition de l'AMRF sur la réforme des dotations aux collectivités
- 22 et 29 mars – élections départementales, avec de nombreux maires ruraux candidats. Bon courage et bonne chance à eux.

PARTENARIAT

Culture

LES CMR : "LA MUSIQUE A PORTEE DE TOUS".

L'AMRF vient de nouer un premier contact avec le [réseau des CMR](#), association fondée sur les valeurs de l'éducation populaire implantée sur l'ensemble du territoire. Son credo: chacun peut bénéficier d'une éducation musicale de qualité, quelle que soit sa situation sociale, géographique ou culturelle.

Un partenaire pour les communes rurales qui voudraient se lancer dans la musique, susceptible notamment dans le cadre de la réforme des rythmes...

- [Plaquette rythmes scolaires](#)
- [Petite enfance](#)
- [Musique en milieu scolaire](#)

Fondation de France

APPEL A PROJETS "GERONS ENSEMBLE NOTRE ENVIRONNEMENT"

Ce programme vise à prévenir ou résoudre les conflits environnementaux, aider le dialogue entre groupes locaux et encourager la gestion concertée des espaces sensibles. Date limite de dépôt des dossiers : 7 avril 2015.

- [Télécharger l'appel à projets au format pdf](#)
- [Télécharger le dossier de demande de subvention](#)

Anacej

PRIX DES JEUNES CITOYENS 2015

Pour promouvoir la participation des jeunes aux décisions publiques et leur concertation au niveau local, l'Anacej organise le "Prix des jeunes citoyens" qui récompense les projets et actions réalisées au sein de leur collectivité territoriale. Candidatures auprès de l'Anacej jusqu'au 10 avril 2015 inclus. [Présentation du prix](#)

Développement

VILLE ET COMMERCES : SUR LE WEB

La Confédération des commerçants de France propose depuis quelques semaines le site www.villesetcommerces.fr qui recueille à la fois les propositions de commerçants désireux de s'implanter et les demandes d'élus recherchant des commerces pour maintenir une activité dans la commune. Pour publier une annonce, les communes doivent s'acquitter d'un abonnement annuel dont le tarif est déterminé en fonction de leur strate de population.

Santé

LES MAIRES RURAUX VEULENT REDUIRE LE NOMBRE DE MORTS PAR ARRÊT CARDIAQUE

En partenariat avec l'association RMC/BFM, les Maires Ruraux de France se mobilisent pour faire diminuer le nombre de victimes d'arrêts cardiaques dans les villages : l'AMRF est partenaire du label "Ma Commune a du coeur", qui valorise les communes engagées dans l'installation de défibrillateurs et dans des actions de formation de la population, ou simplement la communication autour des bons réflexes.

- www.macommuneaducoeur.org

Administration

ÉTATS 1259 : BIENTOT A DISPOSITION VIA LE PORTAIL INTERNET DE LA GESTION PUBLIQUE

Suite à une expérimentation réussie, les notifications des bases prévisionnelles (états 1259) seront mises à disposition des collectivités à

partir du Portail internet de la Gestion Publique, exclusivement. Les communes ont en principe reçu le mail ci-dessous (en téléchargement) les informant des modalités de notification des bases prévisionnelles. La réception de ce message doit permettre aux communes de s'assurer que l'adresse de contact dont dispose la DGFIP est la bonne. Si vous n'avez rien reçu dans votre messagerie, signalez-le au service de fiscalité directe locale (SFDL) de votre Direction régionale et départementale des Finances publiques.

Dans un second temps, **au plus tard le 9 mars**, la disponibilité des états 1259 sur le "[Portail internet de la Gestion Publique](#)" vous sera par signalée mail. Vous pourrez alors procéder au téléchargement. Les états seront accessibles pendant 30 jours et une relance sera envoyée tous les 5 jours jusqu'au téléchargement effectif.

- Assistance technique au 0 810 001 856
- [Téléchargement du mail en principe reçu par la commune](#)

QUESTION A...

Guy de Brantes, maire des Hermites (37)

Conseil municipal des enfants : des graines semées dans le terreau républicain

Net-Infos: *Votre commune dispose depuis 2010 d'un "Conseil municipal des enfants". Comment s'est-il constitué ?*

Guy de Brantes: Ce Conseil est composé d'enfants de 6 à 11 ans scolarisés dans l'école du village (40 élèves). Notre objectif reste l'apprentissage de la citoyenneté sous tous ses aspects. Tout d'abord par l'acte de candidature. Je suis intervenu dans les classes pour une petite leçon de démocratie représentative, en expliquant qu'il fallait choisir non pas le copain qui est le plus rigolo dans la cour mais celui ou celle à qui ils font confiance pour porter leur voix au conseil municipal...

Le vote des enfants reproduit tous les aspects du vote des adultes : émargement, carte d'électeur personnelle, bulletins, isoloir, urne, dépouillement, etc. Avec des panneaux électoraux dans le préau... Les enfants sont attachés à la forme et certains conservent précieusement leur carte d'électeur d'une année sur l'autre : ils prennent cela très au sérieux.

J'ai été surpris de leurs propositions lors de la toute première réunion en 2010 : ils réclamaient plus de règles pendant la récréation car "*Les grands tapent les petits et les garçons embêtent les filles*"... Moins surprenant : ils voulaient aussi une piscine et des tennis ! Cette proposition n'a pas été adoptée par la commune mais a conduit à la création d'une aire de jeu pour tous: terrain de pétanque, badminton, mini-foot, etc. J'ai saisi cette occasion pour leur parler d'équilibre budgétaire.

- [Suite du texte](#) sur amrf.fr

LE POINT SUR...

Les 10 propositions de l'AMRF en matière d'usages ruraux du numérique

L'Association des Maires Ruraux de France a remis sa contribution à la concertation du Conseil national du numérique (volet "La société face à la métamorphose numérique") qui préfigure la future loi sur le numérique que la ministre Axelle Lemaire compte proposer au parlement au premier semestre.

Cette contribution intitulée "La mairie numérique / Sur le chemin du numérique rural vraiment pour tous" met en avant l'urgence du très haut débit pour rendre possible le déploiement de nombreux usages dont ceux portés par les collectivités elles-mêmes. Ainsi l'AMRF développe-t-elle le déploiement, en réseau, des 36000 lieux de contacts avec tous les citoyens, la notion de mairies numériques, accès locaux aux services universels.

Une quinzaine d'élus, adeptes du numérique et/ou porteurs du développement de leur commune, ont planché sur les usages du numérique dans leur commune lors de plusieurs réunions téléphonique. Ils ont abouti à une liste de 10 propositions innovantes en matière d'usages :

1. Construire la "mairie numérique" dans l'écoute des besoins et des attentes des habitants
2. Préconiser l'affichage des décisions du Conseil municipal sur le site Internet de la commune
3. Permettre aux citoyens de participer à l'enrichissement des bases de données de l'Etat pour améliorer les SIG et accroître l'information accessible
4. Réaliser un maillage communal de proximité d'Espaces publics numériques localisés ou itinérants
5. Disposer d'une offre gratuite d'outils collaboratifs « dans le nuage » correspondant aux besoins bureautiques courants de la mairie
6. Développer les compétences numériques des secrétaires de mairie grâce à un MOOC pour maîtriser les outils numériques indispensables
7. Promouvoir des « Cafés du village connectés », cybercentres ruraux conçus à la fois dans un but de désenclavement économique et de resocialisation
8. Mettre en place une formation à distance gratuite pour les élus, destinée à une sensibilisation aux enjeux de l'ère numérique du maire et de l'adjoint chargé du numérique
9. Obtenir de l'Etat la mise à disposition de modules intégrables facilement aux sites web des communes pour que la « mairie numérique » constitue le point d'entrée naturel du citoyen vers les services administratifs
10. Demander à l'Etat la mise à disposition d'un espace de stockage « cloud » sécurisé gratuit pour chaque commune

La commune doit-elle allouer une indemnité pour les vacations de conseil réalisées par le comptable du Trésor ?

Pas obligatoirement. Les comptables de la direction générale des finances publiques (DGFIP) peuvent fournir personnellement une aide technique aux collectivités territoriales, dans les conditions fixées par l'article 97 de la [loi du 2 mars 1982](#), le [décret n° 82-979 du 19 novembre 1982](#) et les [arrêtés du 16 décembre 1983](#) et du [12 juillet 1990](#). Ces textes apportent des précisions (non exhaustives) sur les prestations pour lesquelles les comptables du Trésor peuvent intervenir personnellement, en dehors des prestations obligatoires inhérentes à leurs fonctions de comptable assignataire, en matière budgétaire, économique, financière, fiscale et comptable.

- ([suite de ce texte](#) sur amrf.fr)

Observatoire SMAC des risques de la vie territoriale

- [Accident lors d'un feu d'artifice : la responsabilité pénale du maire n'exclut pas la responsabilité civile de la commune](#)

Réponse ministérielle

- [Prise en compte de l'indemnité de maire d'une commune rurale dans le revenu fiscal de référence](#)

36000 COMMUNES

Sommaire du n°323, mars 2015

DOSSIER

- Le mépris
- Résumé des épisodes précédents
- La comédie de la réforme territoriale

TRIBUNE

- Photographies : la diagonale du vide

ACTUALITES

- Statut de l' élu : en lecture depuis 2012

FENETRE SUR :

- Paroles d'élus : La mémoire des #territoires numériques

EXTRAIT du n°320 (novembre 2014)

LA COMEDIE DE LA REFORME TERRITORIALE, 2^E PARTIE

Pour les appareils politico-bureaucratiques qui occupent le pouvoir, l'urgence n'est ni la poursuite du mouvement séculaire de décentralisation, ni même l'amélioration du fonctionnement d'un système qui, malgré ses défauts et ses insuffisances, a assuré jusqu'à présent plutôt correctement l'administration d'un pays aussi vaste et divers que le nôtre, le service public de proximité ainsi que

l'essentiel de l'investissement public. L'urgence c'est d'envoyer des signes d'allégeance aux spéculateurs (« *investisseurs* » dans le patois financier), aux autorités financières et idéologiques internationales, à Bruxelles.

REVUE DE WEB

- [Rapport de la Mission sur la transition vers les réseaux à très haut débit et l'extinction du réseau de cuivre](#), remis à Emmanuel Macron et Axelle Lemaire
- [Trente ans de mutations fonctionnelles de l'emploi dans les territoires](#) (INSEE Première)
- Banque Postale : [Présentation powerpoint de la rencontre avec les représentants de l'AMRF](#) et [Plaquette sur le financement du secteur public local](#).
- [Lettre de l'Ad'AP \(Agenda d'Accessibilité Programmée\) n°1](#)
- [Séminaire de lancement du réseau rural national 2014-2020](#) : « Tisser des liens pour le développement des territoires ruraux »
- [Principales dispositions concernant les collectivités locales dans les deux dernières lois de finances](#). Note du ministère de l'Intérieur (DGCL)
- [Axelle Lemaire aux Villes et villages Internet, lors de la remise des labels 2015](#) : "Vous êtes la République numérique !"

Net-Infos est une publication de l'Association des Maires Ruraux

Responsable de la publication : Vanik Berberian, président de l'AMRF.
Rédaction : Equipe des permanents et chargés de mission de l'AMRF.
Pilotage et diffusion : Hervé Cassagne

Si vous souhaitez rejoindre l'AMRF, vous abonner à notre mensuel 36 000 Communes ou recevoir d'autres informations afin de mieux connaître l'**AMRF** et ses activités, merci de contacter Catherine Léone ou Margaux Ollagnier au 04.72.61.77.20.

Vous pouvez également vous rendre
sur le site internet des Maires Ruraux de France :
<http://www.amrf.fr/>